faits et chiffres

N° 212 - Août 2009

Marché du travail

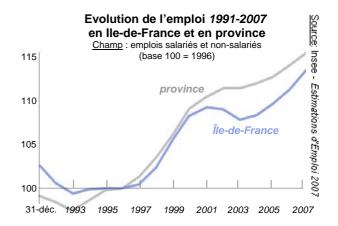
Les estimations d'emploi au 31-12-2007 La petite couronne principale bénéficiaire du rebond de l'emploi de 2004 à 2007

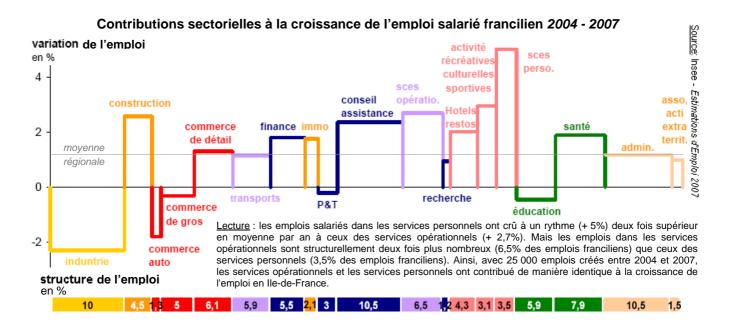
> Julien Barthés Service statistique

près plus de 10 ans d'évolution de l'emploi moins favorable en lle-de-France qu'en province, l'emploi francilien a fortement augmenté entre 2004 et 2007. Les entreprises ont massivement recruté: l'appareil productif régional s'est renforcé de 234 000 nouveaux emplois en quatre ans. Après la reprise timide de 2004, la croissance de l'emploi n'a cessé de s'accélérer jusqu'à approcher, en 2006 et en 2007, les performances de la fin des années quatre-vingt-dix. La croissance de l'emploi a été de 1,2 % en moyenne par an entre le 31 décembre 2003 et le 31 décembre 2007, contre seulement 0,9 % en province.

Cette croissance plus forte de l'emploi dans la région est d'abord imputable à la structure de l'économie francilienne. La prééminence du secteur du conseil-assistance, qui occupe en Ile-de-France 10 % des actifs contre seulement 4 % en province, permet à la région de bénéficier du tiers des créations d'emploi générées au plan national par ce secteur dynamique (+ 3,3 %).

D'autres domaines, comme les services financiers ou les activités récréatives, culturelles et sportives, dont la taille mais aussi la croissance sont deux fois plus élevées qu'en province, participent également à l'essor de l'emploi francilien.





Le conseil-assistance et la finance, secteurs les plus porteurs dans la sphère productive

Dans la sphère productive, les secteurs du conseilassistance (+ 2,5 %) et de la finance (+ 1,5 %) profitent, entre 2004 et 2007, de la bonne marche de l'économie mondiale. Ces deux secteurs génèrent le tiers du gain net en emploi.

Les secteurs d'appui logistique aux entreprises comme celui des services opérationnels (nettoyage-sécurité-intérim, + 2,7 %), des transports (+ 1,2 %) ou des services immobiliers (+ 1,8 %) bénéficient mécaniquement du contexte économique favorable et ont recruté.

L'emploi dans le BTP est également en forte progression (+ 2,8 %) sous l'effet d'un marché d'immobilier d'entreprise dynamique et d'un besoin en logements particulièrement important.

En revanche l'industrie francilienne continue de perdre des emplois (-2,3 %) et ce déclin fragilise le commerce de gros (-0,3 %). Par ailleurs, les effectifs dans le secteur des télécommunications, qui ont brusquement diminué à partir de 2002 se stabilisent entre 2004 et 2007 (-0,2 %).

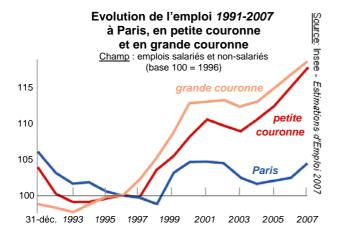
La santé et les loisirs en pointe dans l'économie résidentielle

Dans la sphère résidentielle, l'évolution récente de l'emploi montre une économie francilienne de plus en plus tournée vers la santé et les loisirs. Cette progression s'observe dans les services personnels (+ 5 %), les métiers traditionnels de la santé (+ 2 %) et les activités récréatives, culturelles et sportives (+ 3 %). L'augmentation de l'emploi concerne aussi l'hôtellerierestauration (+ 2 %) et le commerce de détail (+ 1,3 %). 40 % des nouveaux postes relèvent de l'ensemble de ces secteurs.

Dans le secteur public, le nombre de salariés augmente au même rythme que l'emploi régional (+ 1,2 %). En revanche, le nombre d'agents de l'Education Nationale recule (- 0,4 %). L'emploi dans le secteur de la recherche progresse légèrement (+ 0,9 %): les situations sont contrastées selon qu'il s'agit de la recherche publique (- 0,5 %) ou privée (+ 3,2 %).

Une croissance qui se recentre

La reprise de la croissance de l'emploi depuis 2004 a surtout bénéficié à la petite couronne (+1,9%). A l'inverse, la grande couronne, qui était la plus dynamique à la fin des années quatre-vingt-dix, ne joue plus le premier rôle (+1,3%). Paris, qui perdait encore des emplois en 2004 et 2005 en regagne à partir de 2006 et fait mieux que la grande couronne en 2007.



L'emploi en grande couronne soutenu par la sphère résidentielle

En grande couronne, la croissance de l'emploi a été essentiellement soutenue par l'économie résidentielle : la construction (+ 3 %), le commerce de détail (+ 1,7 %), les services aux particuliers (+ 3,8 %), la santé (+ 2,7 %) et l'administration (+ 2 %) assurent partout un socle minimal de croissance.

Les évolutions départementales demeurent contrastées. Dans le Val-d'Oise, département auparavant le plus dynamique, la croissance a nettement fléchi (+ 1,1 %). Dans les Yvelines (+ 0,8 %), elle est pénalisée par le poids important du secteur industriel (18 % d'emplois industriels contre 9 % dans le reste de la région). Signe de ces difficultés, l'emploi intérimaire s'effondre de 17 % entre 2005 et 2007 dans ce département. La forte présence d'entreprises du conseil-assistance et la progression régulière des secteurs domestiques ont toutefois permis de soutenir l'emploi.

La progression de l'emploi dans les départements de l'Essonne (+ 1,5%) et de la Seine-et-Marne (+ 1,6%) est un peu plus forte. En Essonne, le tiers du gain en emplois provient des services opérationnels. De même en Seine-et-Marne, la moitié des créations nettes d'emplois sont concentrées dans les services opérationnels, le parc Eurodisney ou les services aéroportuaires.

Croissance très dynamique de l'emploi en petite couronne

La sphère résidentielle soutient également la croissance de l'emploi en petite couronne. Mais ce sont surtout les secteurs de la finance et du conseil-assistance qui lui offrent son surcroît de dynamisme : 40 % des nouveaux emplois créés relèvent de ces secteurs contre 6 % en grande couronne et 22 % en province. Les Hauts-de-Seine (+ 1,8 %) bénéficient de l'implantation importante de ces activités tout comme la Seine-Saint-Denis voisine. Alors que ce département était autrefois faiblement spécialisé dans ces secteurs, la finance (+ 12 %) et le conseil-assistance (+ 6,5 %) y sont à l'origine de la progression exceptionnelle de l'emploi (+ 2,3 %).

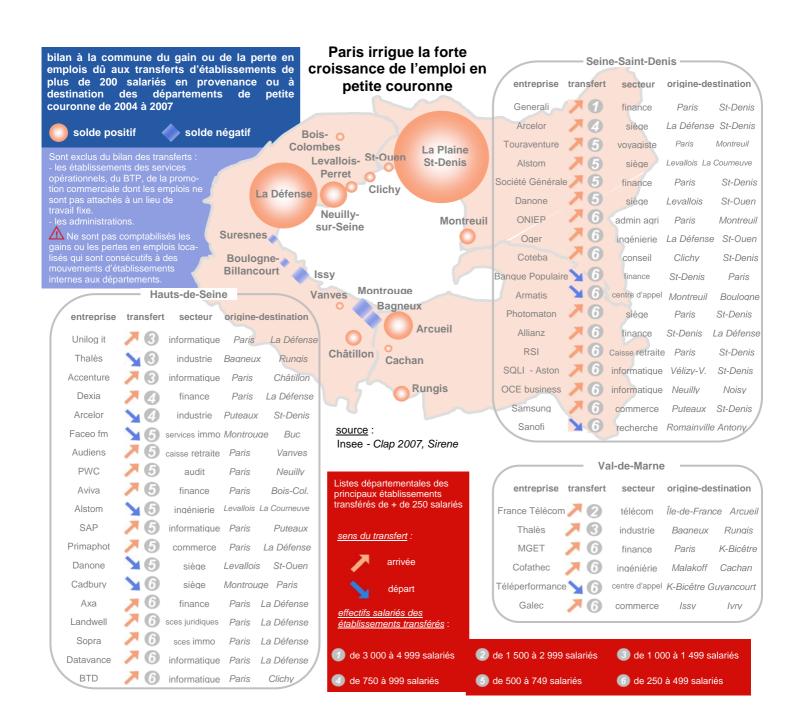
Stabilité de l'emploi à Paris

Cette très forte croissance en petite couronne résulte essentiellement du transfert d'établissements parisiens venus s'installer aux portes de la capitale. Ces grands établissements appartiennent pour la plupart au secteur financier et au conseil-assistance. Ces départs ont fortement réduit la croissance de l'emploi à Paris intra-muros.

Seine-Saint-Denis : une attractivité confirmée

Ces transferts d'établissements confirment l'attractivité des Hauts-de-Seine et témoignent du dynamisme nouveau de certains territoires de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne. Ils sont en partie déterminés par des logiques de réduction des coûts (regroupement de sites, augmentation des prix de l'immobilier à Paris).

Les départements de petite couronne recueillent aussi le fruit des politiques de réhabilitation urbaine. Le mondial de 1998 a remodelé le visage de la Plaine Saint-Denis avec l'apparition de nouveaux quartiers d'affaires. L'assureur européen Generali y a installé en 2004 et 2005 ses 5 000 collaborateurs venus de Paris. De même, France Télécom a choisi le nouveau quartier des Portes d'Arcueil dans le Val-de-Marne pour l'implantation de son nouveau siège. L'*Orange Village* abrite depuis 2006 plus de 2 000 salariés.



Définitions

L'économie résidentielle regroupe les activités économiques ancrées dans les lieux de vie des populations qu'elles desservent. Ces activités sont donc réputées non-délocalisables et vivent à l'abri de la concurrence internationale. Ces secteurs sont opposés à ceux de l'économie productive qui opèrent sur des marchés globalisés et subissent peu ou prou les contraintes de la concurrence internationale.

Le secteur services opérationnels regroupe l'intérim – quel que soit le secteur utilisateur – ainsi que les activités de nettoyage industriel et de gardiennage. Le conseil-assistance regroupe les activités de services et de conseil hautement qualifiées (informatique, conseil en management, conseil juridique, audit, ingénieries techniques etc...). Le secteur comprend également l'ensemble des effectifs des sièges sociaux d'entreprise. Le secteur activités récréatives, culturelles et sportives recouvre une partie des industries culturelles, les médias, les services de divertissement.



ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Direction régionale d'Ile-de-France 7, rue Stephenson - Montigny-le-Bretonneux 78188 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex Directrice de publication : Sylvie MARCHAND Rédaction et conception de la maquette : Service statistique de la direction régionale ISSN 1635-9984 - Code SAGE AFCH0752 - Dépôt légal : second semestre 2009 © INSEE 2009 Pour tout renseignement complémentaire, contacter le 01 30 96 90 51